

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

CGT

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin - 31070 TOULOUSE cedex

N° 58. NOVEMBRE 1987.

★1992

★L Europe des Régions

★Quels enjeux

★Quelles réponses CGT

COMPTE-RENDU
DE LA JOURNEE D'ETUDE

DU 29 OCTOBRE 1987

A MONDONVILLE

L'EUROPE avec toutes ses conséquences, l'accélération prévue d'ici 1992, quelles implications directement à l'entreprise, comment intégrer cette question dans nos luttes revendicatives, tel a été l'objet de cette JOURNEE D'ETUDE, à l'initiative du COMITE REGIONAL C.G.T. à laquelle ont participé 110 camarades des 8 départements de la Région, en présence de Gérard ALEZARD et de Charles DEMONS.

Il n'a pas été répondu à toutes les questions bien sûr, mais, l'objectif de la Journée, était à la fois de mesurer le fantastique enjeu politique, économique et social que représente l'EUROPE aujourd'hui, plus qu'hier, pas en théorie, mais très concrètement, à partir de la stratégie du Capital en crise.

C'était aussi mieux voir que l'on peut intervenir par les luttes, sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la SECU, les libertés, ici contre cette stratégie.

Cette Journée, n'est ni un début, ni une fin, le compte-rendu peut et doit être un document de travail pour, dans nos organisations, poursuivre et la réflexion, et l'action du syndicalisme de classe, car les questions européennes ont d'abord et à la fois, un contenu national, sur les luttes revendicatives, concrètes, à partir de l'approfondissement de la crise.

rapport introductif présenté par

Fr.CANEZIN secretaire regional

Le COMITE REGIONAL C.G.T. a décidé en juin, de tenir cette JOURNEE D'ETUDE sur les questions de l'EUROPE.

Une telle initiative, d'ambition limitée, est, nous semble-t-il liée à plusieurs facteurs.

La FRANCE s'enfonce de plus en plus dans la crise, avec l'exigence de rentabilité du Capital, la croissance financière de plus en plus parasitaire, imposant le sacrifice des emplois et plus largement des conditions de vie dans notre pays.

Enfoncé dans la crise, le Capital essaie par tous les moyens de maintenir sa domination, en recherchant des solutions au plan national et international, à partir d'une démarche concertée avec l'ensemble du monde capitaliste.

Une des dernières en date, est la perspective du Grand Marché Unique Européen de 1992, actuellement point culminant de 30 ans de construction de politique européenne.

La solution à tous les maux du pays, passerait par ce Grand Marché Unique Européen, version 1987 du fameux bout du tunnel.

Il s'agit-là d'un enjeu considérable à la fois économique, politique, social et idéologique.

Le Capital s'y intègre à marche forcée. Ne pas être européen dans ce sens-là, aujourd'hui, c'est forcément camper sur des vieux schémas qui n'ont plus cours.

Tout est fait pour sacraliser cette EUROPE-là, nous allons essayer de voir laquelle, en même temps où partout, parfois de manière sournoise ou obscure, des mesures se prennent, qui jouent contre la FRANCE, ses emplois, les conditions de vie de la population.

C'est une des premières raisons. Nous touchons-là au cadre national.

La deuxième raison, est, que ces choix, ces orientations, sont ici largement relayés par le patronat, la droite et y compris par les forces réformistes.

BAUDIS, positionne MIDI-PYRENEES et TOULOUSE au centre de l'EUROPE, région d'échanges privilégiés avec le BASSIN MEDITERRANEEN. Il met en place des structures tel le GRAND SUD, avec CHABAN-DELMAS, BLANC et GAUDIN de LANGUEDOC-ROUSSILLON et de PA.CA.. Prolongement avec un plus du Plan Grand Sud-Ouest lancé par GISCARD, et dans lequel se sont impliqués Alex RAYMOND et LABARERE....

Les C.C.I. s'organisent aussi avec leurs partenaires d'autres pays, le C.N.P.F. de MIDI-PYRENEES parle de **"gagner la bataille de l'EUROPE avec les entreprises"**.

On pourrait multiplier, mais de fait, nous sommes dans la Région de plus en plus confrontés à la mise en oeuvre des choix européens.

La casse de DECAZEVILLE a été aidée par des financements de la C.E.E., les quotas laitiers poussent à la désertification de la Région. Ce qu'était la coopération aéronautique et ce qu'elle devient, nous interroge.

Le schéma routier régional, axe Nord-Sud Européen et les conséquences pour l'économie, les transports, la S.N.C.F., sont des réalités.

On peut voir actuellement sur les murs, la publicité du Conseil Régional **"Pyrénées, après la frontière sauvage, maintenant les montagnes d' EUROPE"**.

Le Conseil Economique et Social Régional, relaie et pousse les feux de cette politique.

Bref, il y a accélération, il nous faut voir pourquoi, comprendre mieux les enjeux, pour mieux intervenir dans les entreprises, car c'est là avant tout, que se font sentir ces orientations, pas toujours clairement perçues, mais de plus en plus réelles.

Sur la C.E.E., les positions de la C.G.T. sont connues, elles ont évolué au fur et à mesure que le capital s'est positionné, mais aujourd'hui, le problème est plus vaste, plus large, il nous faut prendre le temps de la réflexion.

La troisième raison, est certainement celle qui va nous demander collectivement le plus d'intelligence et de réflexion, à savoir, comment faire face, comment répondre à ces enjeux, comment s'opposer ou freiner, ce que le Capital construit, et comment faire autrement.

Il n'est pas vrai que parce qu'il s'agit d'enjeux et de dimension européenne, qu'il n'y aurait rien à faire, que nous n'aurions aucune prise pour nous opposer et inverser, ici dans les entreprises, les orientations du capitalisme multinational.

Un certain fatalisme domine parfois les esprits: soumis à des contraintes extérieures sur lesquelles il ne pourrait rien, un peuple devrait renoncer à des atouts essentiels à sa croissance, ou encore que, parce qu'il s'agit de problèmes qui dépassent le pays, la lutte à l'entreprise serait loin de cela, et n'aurait donc, que peu de portée.

En clair, est-ce possible de répondre? et comment le faire?

Notre Journée, ne va pas bien sûr tout régler, ne va pas répondre à toutes les questions, ou apporter toutes les réponses. Mais, nous aurons répondu en partie à notre ambition, si elle permet de mieux décortiquer les mécanismes, mieux appréhender les enjeux, et par là-même, y voir plus clair sur le comment faire.

Pour aider à la discussion, ce rapport s'articulera autour de 5 parties:

- ° LES ENJEUX DE L'EUROPE AUJOURD'HUI.
- ° LES CONSEQUENCES SUR L'INDUSTRIE, L'AGRICULTURE ET LES SERVICES.
- ° LA POLITIQUE SOCIALE EUROPEENNE.
- ° L'EUROPE DES REGIONS ET L'ARTICULATION AVEC MIDI-PYRENEES.
- ° QUELLES PROPOSITIONS C.G.T., QUELQUES ELEMENTS DE REPONSE A Y APPORTER.

*

La FRANCE, s'enfonce dans la crise.

A côté de richesses évidentes, le chômage, la précarité, la misère s'étendent. Les dirigeants de l'économie et de l'Etat, ont entrepris de recomposer le pays. Une société de salariés précaires, de millions de chômeurs, un monde de sélection et d'exclusion s'organise.

Depuis plus de 10 ans, la politique économique de la FRANCE, est fondée sur l'élimination de ce qu'on appelle les "sureffectifs", sur l'austérité salariale et la baisse des dépenses sociales et publiques. Cela s'est fait au nom de l'emploi, de l'investissement, de la croissance, que ces sacrifices devaient rendre possibles.

Et ces "sacrifices" n'ont servi qu'à nourrir une croissance financière explosive et parasitaire des profits et des Capitaux: la FRANCE a reculé plus que d'autres pays capitalistes, l'industrie française qui couvrait 74% des besoins du pays en 1974, n'en couvrait plus que 60 % en 1985.

Chaque jour confirme notre analyse qui en sacrifiant l'emploi et les salariés, en guise de croissance, on aboutit au cancer financier.

Les événements récents de la Bourse, confortent cette opinion. Le Bilan de la privatisation est accablant pour le pouvoir.

Loin d'être le baromètre de la santé économique et sociale, la Bourse exprime et accélère un processus de déclin qui mine le potentiel et met en cause l'indépendance du pays.

En un an, c'est 2 000 milliards de francs, soit deux fois le budget de la FRANCE, qui circulent dans la spéculation boursière en dehors et contre la production et qui étouffent les ressources du pays, quand dans le même temps, l'industrie a encore perdu des centaines de milliers d'emplois.

On nous vante les profits considérables des entreprises, mais ils se font au prix des reculs sociaux et industriels.

L'argent accumulé sert de moins en moins à la production et alimente les revenus des gros actionnaires, les opérations financières, les trésors de guerre des entreprises, les intérêts versés, les remboursements d'emprunts, tel l'emprunt Giscard. L'épargne des petits porteurs, loin de servir à investir, aide les géants à jouer la FRANCE à la loterie et à casser son potentiel.

L'inefficacité sociale et la nocivité de la course à la rentabilité financière, éclate au grand jour.

Quant au déficit US, il pèse de plus en plus sur une FRANCE dont les gouvernements ont bradé le potentiel industriel, pour favoriser des investissements, ruineux à l'étranger, aux USA notamment. Les politiques d'austérité, ont gravement fragilisé notre économie, en stérilisant les débouchés et en gaspillant les ressources humaines et matérielles.

Globalement, notre pays est à un carrefour de son histoire. Depuis de nombreuses années, les dirigeants successifs, ont renoncé à une véritable politique d'indépendance nationale.

Ils disent tous aujourd'hui, **"L'Hexagone, c'est dépassé, l'avenir de la FRANCE, c'est l'EUROPE"**.

Dans le marché des idées "L'EUROPE" a pris le relais des "modèles". Une nouvelle duperie de grande ampleur historique est engagée.

L'argument qui est le plus ressassé est le suivant: "les politiques nationales sont impuissantes ou dépassées face à la crise, et seule la poursuite et l'accentuation d'une intégration européenne, pourrait conduire à des bilans positifs". C'est le mirage du Grand Marché Européen.

Pourtant aujourd'hui, l'échec de 30 ans d'EUROPE, se mesure essentiellement à ce que vivent concrètement les travailleurs européens et les peuples qui composent cette EUROPE capitaliste.

Ce caractère généralisé de la crise capitaliste telle que l'on peut l'apercevoir à l'échelle européenne, trouve ses bases fondamentales au niveau de chaque pays et se développe de manière spécifique, propre à chaque pays, où elle plonge ses racines.

Pour autant, la crise n'est pas simplement l'addition de crises nationales, elle comporte une dimension spécifiquement internationale où les rapports de force entre pays jouent un rôle tout à fait important. Par le biais de l'internationalisation des économies et du Capital, elle se répercute sur chaque pays où elle tend à aggraver les phénomènes.

Là-aussi, l'exemple de ces deux dernières semaines, avec la Bourse, éclaire ce phénomène.

D'une part, l'EUROPE capitaliste en crise est bien située dans un contexte général du système, avec tous les développements que cela entraîne. D'autre part, l'EUROPE capitaliste de 1987, est un produit de la crise, et c'est dans ce cadre-là que la bourgeoisie essaie notamment de trouver une issue.

La politique des U.S.A. pèse lourdement sur la crise capitaliste en EUROPE.

La forte hausse du dollar dans le début des années 80 et des taux d'intérêts américains, ont favorisé un véritable drainage de capitaux, voire d'activités vers les ETATS-UNIS. L'exemple le plus illustratif est bien l'aventure américaine de RENAULT, engendrant ici austérité salariale et baisse des emplois.

Si les U.S.A. ont pu par là financer une part du redressement de leur croissance, cela s'est réalisé en partie sur le dos des autres économies capitalistes, mettant du coup en cause la persistance du redressement de la croissance américaine, son déséquilibre de la balance du commerce extérieur, en témoigne.

C'est ce qui a incité les ETATS-UNIS ces dernières années à de nouvelles orientations, telle que la baisse du dollar, lui permettant de conquérir de nouveaux débouchés nécessaires à la rentabilité de ses capitaux, en imposant sa politique à l'EUROPE qui a cédé, les importations massives par exemple de maïs américain sur l'EUROPE, au détriment de nos propres productions, relève de cette stratégie.

Les firmes américaines dans ces années 85, ont accentué leur présence, redébarqué en EUROPE, en profitant du dollar déprécié. C'est ici RENIX, liquidé à BENDIX, c'est aussi METALCO, vendu à l'américain ALCAN.

Les gâchis de moyens financiers, l'amputation de potentiels humains technologiques et industriels dans la course forcenée à l'exportation de pays comme la FRANCE, conduisent à un épuisement des systèmes productifs européens.

De plus, pendant que les U.S.A. reprennent des positions en EUROPE, l'EUROPE de l'austérité s'affaiblit et son efficacité se déprécie, permettant dans le même temps un certain redressement de l'efficacité du capitalisme américain.

Cela n'exclue pas, au contraire, les tensions entre le Capital au sein même de l'EUROPE, avec par exemple, d'un côté la FRANCE, qui a sacrifié son marché intérieur, et la R.F.A. qui a préservé celui-ci, la mettant en position de force pour exporter.

Dans cette dynamique de crise, l'EUROPE est bel et bien placée au coeur de la recherche d'une réponse capitaliste à la crise qui passe par un repartage des zones de domination du Capital.

Elle constitue bien un enjeu pour les puissances impérialistes, JAPON y compris, qui tentent d'y gagner des marges de manoeuvres nouvelles destinées à dégager les voies d'une issue capitaliste à la crise.

Mais, les tensions sont fortes entre les états-membres, les U.S.A. font pression sur la R.F.A., qui joue un rôle dominant sur le continent européen, dont dépend une partie de notre économie.

Cela engendre des contradictions dans les coopérations et la rivalité des pays capitalistes.

Rapidement brossé, nous avons là les grands traits de la construction européenne qui est en fait, un produit de la crise.

Depuis 30 ans qu'existe la C.E.E., le principe de développement de la COMMUNAUTÉ EUROPEENNE est le même: il s'agissait et il s'agit de s'appuyer sur la constitution d'un marché commun et l'instauration de politiques communes, pour créer les conditions d'une fusion politique-économique et sociale, progressive des états-membres.

Force est de constater que le mouvement d'intégration économique n'a pas progressé en 30 ans du rythme souhaité par le Capital, hormis essentiellement la mise en place de la politique agricole commune et des ravages que celle-ci a réalisés dans nos régions.

Il n'en demeure pas moins, pour les raisons que nous venons d'entrevoir qu'ils poussent fort pour aller plus vite et aller plus loin.

Pour que se mette réellement en place un tel espace du Capital autour duquel s'articule un ensemble intégré des politiques, il fallait que la Communauté, se dote de moyens institutionnels nouveaux: c'est le but assigné à l'Acte Unique Européen, qui réforme le traité de base de la Communauté de 1957.

Qu'aucun pays ne puisse envisager son avenir aujourd'hui sans réfléchir en terme de coopération internationale, est évident. Mais toute la question est de savoir comment et pour quels objectifs?

Chacun pour des raisons qui lui sont propres, que ce soit les capitalistes français, de R.F.A., des U.S.A. ou du JAPON, ont besoin d'élargir leur sphère d'exploitation. Mais au-delà, il faut je crois, bien prendre la dimension de l'étape où nous sommes.

L'aiguïsement des contradictions générées par le système, exigent pour y faire face, la cohésion, la cohérence des réactions du monde capitaliste. Ces réactions d'ensemble, acceptées ou imposées, guidées par l'intérêt du grand capital international, dans sa stratégie transnationale, devient d'une impérieuse nécessité.

Car n'oublions pas, que si U.S.A. et JAPON, constituent des Etats, l'EUROPE est encore une juxtaposition d'Etat.

C'est là, le fond de l'Acte Unique Européen, mis en place en 85,86, avec un large consensus, son contenu s'articule autour de 3 aspects:

- 1) LA TRANSFORMATION DES PROCEDURES DE DECISIONS, POUR LA REGLE LA MAJORITE.
- 2) L'AUGMENTATION DES POUVOIRS DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES.
- 3) L'EXTENSION DES POLITIQUES COMMUNES.

C'est ce qui fait dire au Président de la République à CAHORS, le 20 JUIN dernier: **"Tous les peuples éclatent, les frontières sous ces pressions sautent... Il faut que les français s'approprient à entrer de plein pied dans cette époque..."**.

1) LA TRANSFORMATION DES PROCEDURES DE DECISIONS. Auparavant toute décision devait de fait, être prise à l'unanimité, ce qui pouvait garantir un tant soit peu l'indépendance de chaque état. Aujourd'hui, avec une EUROPE à 12, cela a multiplié les causes de conflit entre partenaires, rendant plus difficile l'application de la règle de l'unanimité. Donc, pour avancer plus vite, pour réduire à sa plus simple expression la recherche d'un consensus, c'est la règle de la majorité qui s'applique. Il s'agit-là d'un fait grave, l'EUROPE peut décider une orientation, contre l'avis de tel ou tel membre. C'est l'indépendance nationale qui est mise en cause. C'est un pas vers l'intégration économique.

2) SUR L'AUGMENTATION DES POUVOIRS DES INSTITUTIONS. L'Acte Unique autorise un rapprochement entre le Parlement Européen, et le Conseil de la Communauté, composé lui, des chefs d'état et de gouvernements. Se dessine-là, un couple, Parlement-Gouvernement, au niveau de l'EUROPÉ, au-dessus des états, réduisant d'autant la part de chaque état dans la Communauté. C'est-là un pas supplémentaire d'intégration politique.

3) SUR L'EXTENSION DES POLITIQUES COMMUNES. L'Acte Unique précise: **"La Communauté, arrête les mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur au cours de la période expirant le 31/12/92..."**. Il poursuit: **"Le marché intérieur comporte un espace sans frontière, dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des capitaux, est assurée selon les dispositions du présent traité..."**.

Pour pousser cette mise en oeuvre achevée fin 1992, la Commission des Communautés Européennes, présidée par Jacques DELORS, avance plusieurs pistes, pour mieux gérer cet espace du Capital.

Le premier espace que la Communauté propose d'élargir et d'unifier, est celui de l'exploitation de la force de travail, au travers de la flexibilité des salariés, de l'emploi où dès 1970, le Conseil adoptait une résolution sur de nouvelles formes d'organisation du travail.

Elle propose pour éliminer toute rigidité de casser les déterminations traditionnelles du salaire en **"Instaurant de nouveaux modes de détermination des rémunérations, y compris une extension de la part que représentent dans les rémunérations, les primes ou les composantes liées aux profits ou aux résultats"**.

Cette flexibilité des salariés que le patronat et le Gouvernement français tentent déjà de mettre en place, s'accompagne de propositions d'une flexibilité généralisée de l'emploi.

Elle affirme ainsi: **"La manière dont le marché du travail est en mesure de réagir, joue un rôle important, et, à cet égard, l'adaptation et ce fonctionnement des marchés du travail, est considéré comme un des problèmes en EUROPE. Des facteurs tels que la protection de l'emploi et des conditions de licenciement, un aménagement plus simple du temps de travail... devraient être examinés afin d'améliorer l'efficacité des marchés..."**

C'est dans le droit fil de DELEBARRE et SEGUIN,

.../...

LA DEUXIEME DIMENSION de la construction européenne, est celle de la "libération" des entraves pour permettre au Capital de se déployer sans contrainte.

La Commission précise: "Il faut assurer que ce marché soit suffisamment flexible, pour canaliser les ressources, tant humaines que matérielles et financières, vers les domaines d'utilisation optimale...".

En clair, c'est déreglementer les prix, retour au privé de pans entiers du secteur public, suppression des contrôles des changes, faire sauter les verrous nationaux les plus solides que constituent les marchés et les services publics "protégés" et les réglementations qui les accompagnent. C'est la raison pour laquelle, on assiste aujourd'hui à une offensive particulière de la Commission dans le domaine des télécommunications, des transports, des services financiers et des politiques monétaires.

On trouve là, une des causes fondamentales du projet LONGUET, ou encore, celui du démantèlement de la S.N.C.F. C'est aussi une des raisons parmi d'autres, du projet de création par BAUDIS, Député Européen, d'un réseau privé de télécommunications, irriguant le Grand Sud.

LA TROISIEME DIMENSION de ce projet Européen de la Commission, c'est la construction d'un espace de nouvelles opportunités de profit pour le Capital, par la mise en œuvre de grands projets.

Moins d'emplois, moins de qualifications, moins de formations pour des outils de production de plus en plus lourds, on a là, les ingrédients d'une croissance socialement inefficace.

Où trouver dans de telles conditions les moyens d'une relance compatible avec les exigences de profit du Capital?

La Commission précise: "Dans la mesure où l'affaiblissement de la demande globale, en raison de la modération salariale n'est pas totalement compensé par de nouveaux investissements....il faudra adopter des mesures de soutien... on attend des gouvernements qu'ils assurent le maintien d'une demande à moyen terme...".

Les grands projets type EUREKA, le lien Trans-Manche, le TGV Nord-Européen, sont des réponses des Etats. Mais réponses sélectives au Capital, sur les champs qui sont couverts, mais aussi sélectifs pour les firmes qui y auront accès.

LA QUATRIEME DIMENSION, est que le passage de l'EUROPE des 6 à 12, essentiellement des pays du Sud, différents économiquement et socialement des pays Nord-Européens, constitue des opportunités pour l'extension du Capital, notamment pour opposer les travailleurs entre eux.

Dans le même temps, où on demande "des efforts" aux salariés du Nord de l'EUROPE, on réclame aux travailleurs espagnols et portugais, d'autres "efforts" pour que leurs pays s'alignent sur les structures européennes.

Cela se trouve aggravé, nous y reviendrons, par la mise en œuvre au-dessus des états par la Communauté, de gérer aux mieux la crise dans les régions diverses et diversifiées de l'EUROPE, par la mise en œuvre de zones franches, technopoles, zones d'entreprises et autres.

On le voit bien, même dessinés à grands traits, les enjeux de 1992, sont considérables et pour le Capital, et pour les salariés. On remarque aussi, que malgré toute la supranationalité qui se met en œuvre, c'est quand même et surtout, l'entreprise qui est au centre, lieu de confrontation de la lutte de classe.

Il est un point que je voudrais aborder sur les enjeux, c'est celui de la dimension militaire au coeur du dispositif européen.

Par le Plan MARSHALL en 1947, la sollicitude des U.S.A. pour l'EUROPE, avait d'abord pour but de créer rapidement sur les ruines de la guerre, une zone économique qui constituait un débouché rentable pour les capitaux américains.

Mais cette intervention des U.S.A. avait aussi pour but de faire déjà de l'EUROPE une zone politique et militaire, bien ancrée dans le monde capitaliste pour faire pièce à la montée du socialisme en EUROPE.

Fondamentalement, rien n'a changé dans l'orientation, au contraire. On vient d'apprendre la semaine dernière, que les sous-marins nucléaires français communiquent leurs positions à l'OTAN. La version officielle étant d'éviter des risques de collisions.

Mais plus globalement, il y a des liens étroits entre la construction d'un marché unique et la contribution des états européens à la course aux armements.

Les U.S.A. poussent les européens à une stratégie militaire fondée sur un conflit conventionnel possible au centre de l'EUROPE, avec du nucléaire tactique. Il les incite à se doter d'équipements conventionnels de nouvelle génération à très haute technologie. Ils chiffrent ces débouchés à quelques 20 milliards de dollars en 5 ans, soit l'équivalent du premier volet de l'I.D.S. aux ETATS-UNIS. En même temps, ils proposent un marché commun de l'armement.

Les gouvernements français, ont changé de stratégie sous l'impulsion de FR.MITTERAND. La participation de la FRANCE à la course aux armements à cette offensive, est un fait récent, comme le projet de création de bataillons mixtes Franco-Allemands, qui rompt avec la politique des années 60. Le budget de la défense, finançant les grands groupes privés très actifs dans la recherche de nouveaux débouchés, se positionnent sur l'I.D.S.

La FRANCE commence à importer des armes, des avions américains, et sacrifie ses arsenaux, ici entre autre à TOULOUSE et TARBES, entrave la sortie du RAFALE de DASSAULT.

Les initiatives soviétiques pour le désarmement prennent complètement à revers ces orientations. Alors que les possibilités de désarmement sont réelles, la FRANCE en EUROPE abandonne sa propre conception autonome de défense, s'engageant de plus en plus sur la politique belliciste de REAGAN.

*

En matière industrielle, avec tout ce que cela sous-tend en amont et en aval, il n'y a pas encore vraiment de politique industrielle communautaire au sens structuré du terme, ce qui n'empêche pas une stratégie communautaire dans le domaine industriel.

Cette stratégie tourne autour de deux grands pôles essentiellement. Les industries traditionnelles telles la sidérurgie ou la production charbonnière d'une part, et les industries de pointe de l'autre.

Ce sont dans l'état actuel des choses, avec une accélération depuis 1980, on a vu pourquoi dans la première partie, les deux domaines privilégiés où s'exerce l'activité communautaire en matière industrielle.

Le premier est ce que la Commission appelle "**les secteurs en déclin**", le second "**les activités de croissance**".

C'est là, la réalité de la doctrine industrielle européenne, partagée par tous les états membres.

On en voit mieux aujourd'hui en MIDI-PYRENEES, les effets.

EN 1980, le Conseil des Ministres des Neuf, autorise la restructuration européenne de la sidérurgie. En FRANCE, c'est la casse massive de la LORRAINE, suivie de DECAZEVILLE, en accord avec le patronat de la sidérurgie.

DECAZEVILLE, avec un haut fourneau et deux usines en aval VALLOUREC et les A.F.D. sont liquidés aujourd'hui.

Entre 1984 et 1985, 25 milliards de francs ont été injectés sur le BASSIN à travers des PIM, des PINC, des fonds de la DATAR, pour casser. C'est 10 fois plus que ce qui aurait été nécessaire pour moderniser. Chaque suppression d'emploi aura coûté 4 millions de francs.

VALLOUREC produisait 77 000 T de tubes d'acier par an. On en importe 220 000 T en FRANCE par an, les 3/4 de R.F.A., le reste d'ITALIE, et on ne peut pas là invoquer les bas salaires pour produire ailleurs. C'est un énorme gâchis d'autant que la taille de l'aciérie de DECAZEVILLE, permettait de faire de la haute couture en production d'acier. C'est là qu'a été coulé le métal du vélo de MOZER, Champion du Monde de Cyclisme.

Que ce soit pour la navale ou pour le textile, dont notre Région subit ainsi les contre-coups, la Communauté gère un repli destructeur en terme d'emplois et de potentiels de productions.

En matière d'industries de pointe, l'exemple de l'AERONAUTIQUE est éclairant à plus d'un titre.

AIR-BUS, par exemple, s'est fait en dehors de la Communauté Européenne.

Chaque pays au départ du programme, y a trouvé son compte financier, technologique, en emplois.

Or, justement cette "bonne coopération", est aujourd'hui profondément pervertie par le "redéploiement du Capital et par la stratégie d'intégration des pays de la C.E.E.

La FRANCE finance 37,9% du programme AIR-BUS. Or, la C.G.T. de l'AEROSPATIALE, après une étude irréfutable a rendu public lundi 26/10, que la part française dans un AIR-BUS A 320, c'est-à-dire, les productions nationales, ne sont que de 16%. Oui, la FRANCE joue à perte dans AIR-BUS au profit d'autres pays et cette semaine encore des contacts AIR-BUS avec l'américain DOUGLAS, se sont déroulés, qui ont pour finalité de livrer pied et poing liés toute notre technologie A 320 aux ETATS-UNIS, dans le même temps, la direction de l'AEROSPATIALE, refuse la construction d'une nouvelle chaîne à TOULOUSE.

Il y aurait largement de quoi produire ici sur une deuxième chaîne de montage. En effet, la quasi totalité des avions qui seront produits d'ici fin 1991 sont tous vendus. Une commande enregistrée aujourd'hui, ne sera livrée que dans 4 ans. AIR-BUS compte vendre 900 A 320 dans les 15 ans qui viennent.

La direction l'avoue: **"Nous avons fait un choix, pas celui du marché, mais celui, de nos marges financières"**.

On supprime des emplois à l'AEROSPATIALE, tandis que l'allemand M.B.B. embauche.

La production ici, seule source de richesse est en voie de déclin, le mot est juste. Tout est fait pour sous-traiter à l'étranger, brader notre savoir faire, entre autre aux U.S.A., qui déjà fournissent la majeure partie de l'électronique embarquée, que l'on pourrait produire ici. Nous sommes loin du slogan **"TOULOUSE l'avenir"**.

D'autres choix européens frappent également nos industries. Avec le T.G.V. Nord-Européen, le choix est fait de regrouper autour du Nord de la FRANCE, la BELGIQUE, la R.F.A., l'essentiel de la production ferroviaire. C'est une des raisons de la menace qui pèsent sur plus d'un millier d'emplois et sur l'ensemble du devenir d'ALSTHOM-TARBES.

Dans le même temps, on a sacrifié la machine outil française à la R.F.A. et au JAPON.

70% de la production des machines outils produites en FRANCE, appartiennent à des capitaux étrangers.

La perspective de l'installation d'un grand marché unifié, de quelques 180 millions de consommateurs, a suscité un vif intérêt des grandes firmes américaines qui redoutaient à une époque, la montée d'un protectionnisme communautaire, et vinrent de ce fait, s'installer massivement en EUROPE, FORD à BORDEAUX, MOTOROLA à TOULOUSE, pour ne citer que les plus grands.

Après, on a assisté à une aspiration par les U.S.A. des capitaux européens aux U.S.A., on a cité RENAULT, c'est vrai, pour ELF AQUITAINE et des dizaines d'autres.

Le grand capital répartit ses productions et ses choix. L'accord récent avec THOMSON en est un des derniers scandales, et il a des conséquences en MIDI-PYRENEES.

Avec l'entrée de l'ESPAGNE dans la C.E.E., la pénétration de capitaux européens et extra-européens s'amplifie. Ces dernières années, l'ESPAGNE déjà tête de pont des U.S.A. vers l'EUROPE, a vu s'accélérer des opérations américaines ou japonaises dans l'automobile ou l'électronique.

Les capitalistes français ne sont pas de reste. Si BAUDIS et RAYMOND ont déclaré que l'entrée de l'ESPAGNE dans la C.E.E. était une chance à saisir, les entreprises françaises ont investi 10 milliards de pesetas en ESPAGNE en 1980 et près de 30 en 1983.

Tout n'est pas l'oeuvre de l'EUROPE au sens structurel, mais celle-ci soit incite, soit joue au gendarme. Par exemple, tout projet d'aide nouvelle pour tel ou tel secteur, doit être notifié à la Commission et ne peut-être appliqué sans son assentiment.

Par exemple, l'irrigation nécessaire à une région comme la nôtre, est freinée le plus possible par la C.E.E., pour justement ne pas percuter les importations de maïs américain, ou d'autres céréales.

L'EUROPE technologique est présentée et est un enjeu considérable pour l'avenir. Dans la Région, c'est l'objet d'un enjeu idéologique très fort.

Dans ce contexte, les développements des coopérations européennes en matière de recherches et de technologies (EUREKA notamment), sous-tendent à être dévoyés. Ces accords de mise en commun des recherches ont permis à des firmes et à des états, de combler des retards en bénéficiant des apports collectifs. Mais, quand il s'agit des applications, les divisions se développent. Il convient de rappeler que les sociétés multinationales qui bénéficient de ces recherches, sont totalement libres de leurs applications. Or, on sait que les firmes européennes sont souvent alliées à des américaines ou dans une moindre mesure à des japonaises et qu'elles s'opposent entre elles.

Les applications militaires des recherches communes risquent fort de dominer. La crise des débouchés civils et leur insécurité, en rapport avec la régression des emplois et les politiques d'austérité, contraste avec les garanties de croissance et de prix élevés, qui sont celles des marchés militaires.

Seulement, le militaire consomme des ressources et n'en crée pas (ni ne contribue à en créer)? Nous analysons la dépense militaire comme l'une des modalités de croissance financière (endettement public) stérile, au détriment de l'emploi et de la croissance réelle.

Le chevauchement et les articulations entre EUREKA et l'I.D.S. américain, sont importants. De nombreuses firmes européennes privilégient les débouchés militaires américains (MATRA, THOMSON, SIEMENS, PHILIPS), et des accords ont été passés entre les ETATS-UNIS et des états européens (R.F.A. - G.B.). Si l'on évolue vers des politiques de "défense intégrée" en EUROPE, EUREKA serait complémentaire d'I.D.S. aussi au plan militaire.

Certes des firmes européennes peuvent craindre en même temps de laisser trop de terrain aux américains, et l'on ne saurait exclure des applications civiles des recherches d'EUREKA. Mais il est manifeste que les entreprises ne passent de la recherche, à la production que si des garanties de débouchés rentables sont réunies.

Pour l'instant, les firmes européennes préfèrent passer des alliances avec les américains et le japonais, plutôt qu'entre elles, pour tenter de profiter de possibilités de marchés plus importantes (CGE-ITT).

Ces problèmes industriels qui eux aussi percutent l'emploi, l'avenir des régions, méritent une étude plus large.

Les services, tout comme les services publics, sont aussi dans le collimateur de ces politiques, avec la mise en oeuvre massive de la déréglementation.

En ESPAGNE, en BELGIQUE, en GRANDE-BRETAGNE, en HOLLANDE, les postes subissent la privatisation ainsi que les TELECOMS, on y ferme les bureaux déclarés non rentables, des milliers d'emplois y sont supprimés.

DOUFFIAGUES, Ministre des TRANSPORTS, affirme **"les transports français doivent dès aujourd'hui, s'intégrer dans le cadre de la déréglementation et l'ouverture des grands marchés"**.

Les attaques contre les statuts s'intensifient, en même temps que l'on supprime 2 000 fonctionnaires à l'EQUIPEMENT et 10 000 CHEMINOTS.

C'est vrai aussi pour les autres secteurs, les BANQUES, la SANTE, l'EDUCATION.

Là aussi, le dossier publié par le Centre d'Etude Economiques de la C.G.T. vous fournira une vision plus vaste.

Mineurs britanniques, salariés des télécommunications en FRANCE, en GRANDE-BRETAGNE, ou en ESPAGNE, sidérurgistes français, allemands, belges ou espagnols, salariés de l'automobile italien, anglais, français et bien d'autres, ont développé des luttes actives, déterminées pour s'opposer dans leur pays aux stratégies du capital et des pouvoirs publics qui les soutiennent. Mais, à travers ces actions, explicitement ou implicitement, ce sont aussi les choix communautaires qui ont été ou sont contestés.

La C.G.T. pour sa part, s'efforce face aux projets européens qui se multiplient et se précisent, de clarifier les enjeux réels qu'ils recèlent, d'analyser les faits qui témoignent quotidiennement et concrètement des échecs de cette tentative de construction d'une EUROPE capitaliste. Mais nous allons aussi plus loin, en élaborant avec les salariés des solutions concrètes qu'ils cherchent à faire avancer dans les luttes, solutions qui ont pour contenu le renforcement des potentiels productifs nationaux par le développement de coopérations industrielles, technologiques et financières. C'est d'abord, en s'appuyant sur une mobilisation efficace des atouts et moyens nationaux que peuvent se façonner les bases d'une croissance riche en emplois stables et qualifiés, tournée vers la satisfaction des aspirations et revendications des salariés et les besoins de la population.

Une telle stratégie n'exclut pas, bien au contraire, les coopérations internationales tant au niveau européen que, plus largement, à l'échelle de toutes les zones de la planète, mais elle leur donne une dimension profondément, voire radicalement différente de relations internationales qui se trouvent aujourd'hui sous l'emprise des dominations de firmes des pays capitalistes les plus puissants. Fondées sur des accords équilibrés de nations souveraines et indépendantes, respectant leur intérêt mutuel, de telles coopérations sont à même de favoriser des modernisations industrielles allant dans le sens du progrès économique et social. Leur logique n'est pas celle du profit, mais celle des besoins: besoins d'emplois, de productions nouvelles, de nouvelles façons de vivre et de travailler, c'est bien tout le sens de l'action de la C.G.T. Cela n'a rien à voir avec un quelconque repli "nationaliste étriqué", image que l'on voudrait donner de la C.G.T. sur l'EUROPE. Nous n'opposons pas FRANCE et EUROPE.

La politique sociale européenne, n'est pas une vue de l'esprit, bien au contraire.

Dans l'ensemble des pays de la C.E.E., le pouvoir d'achat est attaqué, le taux de chômage dépasse 11 % avec près de 19 millions de chômeurs, les systèmes de protection sociale sont partout attaqués.

Le patronat européen, structuré, développe les mêmes thèses que nous connaissons de la part du CNPF.

Il préconise: la souplesse de la législation, l'arrêt de certains privilèges (ancienneté, protection des élus), des interprétations judiciaires strictes, l'arrêt de toute autorisation préalable aux licenciements...

En matière de flexibilité de salaires, c'est la remise en cause de notion de salaire minimum, la négociation à l'entreprise, en considérant les possibilités de celle-ci, la désindexation, on pourrait poursuivre flexibilité de salaires, mais aussi flexibilité du travail. La volonté s'exprime clairement d'utiliser la main-d'œuvre le plus intensément possible et sur les plages horaires les plus longues possibles, avec tout ce que cela sous-tend.

C'est donc bien une dévalorisation massive de la force de travail, qu'ils veulent obtenir pour redresser globalement la rentabilité du Capital.

En matière d'emplois précaires, la Communauté a proposé des dispositions dont le but affiché, était de réduire de moitié en 5 ans, le nombre de jeunes chômeurs. C'est partout que des emplois précaires des stages de mis en place. Il y a convergence des décisions qui sont prises en matière de développement des TUC, des stages et des formes multiples de petits boulots avec les propositions communautaires.

La protection sociale est aussi dans le collimateur de la Communauté.

Mais ce n'est pas simple. L'existence fort différente de la législation sur la SECURITE SOCIALE fait actuellement obstacle.

Cependant, les coordinations actuellement ouvertes entre les gouvernements, permettent d'affirmer qu'il y a mise en oeuvre dans les 12 pays, de manière concomitante, d'une politique d'inspiration et d'orientation communes.

Ainsi dans chaque état, des mesures ont été prises visant en amont à modifier la structure de financement des régimes obligatoires et, en aval, à comprimer leurs dépenses à réduire les droits des assurés.

Mais avec le Marché Unique de 92, c'est à une nouvelle étape que nous assistons. Le Code Européen de la SECURITE SOCIALE, ratifié en 85 par la France, fixait déjà le cadre d'une destruction des systèmes et le seuil d'un nivellement par le bas des législations nationales.

La stratégie définie aujourd'hui par la Commission, consiste à niveler les systèmes nationaux de la protection sociale dans la voie de leur intégration institutionnelle.

Les statuts des CHEMINOTS, des GAZIERS et ELECTRICIENS, celui de la FONCTION PUBLIQUE, sont aussi dans la ligne de tir.

Et cette mise en concurrence de la main-d'oeuvre salariée au niveau européen, s'établit non seulement entre pays, mais de plus en plus entre régions.

C'est d'ailleurs un des axes de la politique européenne, que de promouvoir la mise en place de zones franches, zones échappant à la réglementation et totalement soumises aux exigences des grands groupes multinationaux.

L'EUROPE du Capital refuse de considérer la diversité des nations et leur histoire, comme une richesse. Pour parenthèse, ce qui se fait en matière de télévision avec un produit culturel moyen européen, est de cette trempe-là.

Cependant, le projet global du Capital d'installer durablement les sociétés sous sa domination, nécessite des remises en cause en profondeur, qui ne peuvent se décider uniformément et d'en haut, compte-tenu de l'histoire, des cultures nationales et des rapports sociaux dans chaque pays.

La déréglementation acharnée, lancée dans chaque pays nécessite donc le choix de voies et moyens différents et se heurte à des contradictions fortes au niveau de chaque société, traduites souvent par les luttes.

La privatisation des P.T.T. par exemple fortement engagée, ou aboutie dans nombre de pays européens, vient de subir un échec en FRANCE.

Voir ce qui s'est fait récemment par la C.G.T. sur le projet LONGUET.

Pour de multiples raisons, le patronat européen fixe de façon unanime l'entreprise comme lieu privilégié de la négociation en vue d'une évolution souple et rapide de la législation.

Certes l'entreprise est le lieu où l'affrontement de classe est une réalité objective directe, mais c'est aussi le lieu où se nouent les solidarités entre salariés et où émerge la cohésion de classe, et dans ce domaine, la politique communautaire, ne peut pas faire l'impasse sur des réalités nationales et locales sur des résistances.

Pour cela, il y a recherche d'un consensus le plus large possible avec les organisations syndicales, notamment la C.E.S.

Celle-ci joue un rôle tampon, elle est utilisée pour éviter ce que le patronat appelle les affrontements vifs, ce qui nous renvoie donc bien à l'entreprise.

Mais ce n'est pas si simple, car la C.E.S. doit tenir compte aussi du vécu de millions de salariés européens qui refusent les politiques d'austérité.

Elle est aujourd'hui confrontée à de multiples contradictions.

Si la division du mouvement syndical est une réalité dans plusieurs pays européens, permettant entre autre à la C.E.S. et aux instances communautaires d'exclure ou de repousser le syndicalisme de classe, il n'en reste pas moins que de larges convergences existent pour que les travailleurs s'épaulent mutuellement dans leurs luttes.

Malgré la politique de collaboration de classe de nombreuses organisations syndicales et de la C.E.S., qui parfois sont obligées d'intégrer et de se positionner sur des grandes questions, il existe un fort courant de luttes en EUROPE. En BELGIQUE, contre les atteintes au service public, contre la désindustrialisation et la politique salariale. En R.F.A., on se souvient des grèves sur les 35 Heures sans perte de salaire, pour la nationalisation de la sidérurgie et contre la privatisation des P.T.T.

On pourrait poursuivre l'énumération pays par pays, cela montre que l'EUROPE, n'est pas un désert de la lutte de classe, même s'il s'en parle peu.

Nos relations avec les COMMISSIONS OUVRIERES D'ARAGON, qui se sont renforcées ces dernières années, un prochain jumelage entre la région minière des ASTURIES et CARMAUX, s'inscrivent bien dans ce processus, des luttes chez nous, et des coopérations avec d'autres organisations.

*

Les régions sont de plus en plus des points d'appui d'intervention de la mise en œuvre directe de la politique européenne.

En 1957, le TRAITE DE ROME ne propose qu'une intervention régionale limitée.

.../...

Mais rapidement, divers dispositifs et moyens, vont permettre une intervention européenne à finalité régionale, accompagnant les choix européens.

C'est par exemple :

° Le FOND SOCIAL EUROPEEN, qui intervient dans les zones de conversion en MIDI-PYRENEES sur ALBI-CARMAUX et DECAZEVILLE, sur les zones de montagne.

° C'est le F.E.O.G.A. qui finance des actions structurelles en régions rurales. Avec les quotas laitiers en MIDI-PYRENEES pour ne prendre que l'ULPAC, c'était 12 000 producteurs en 1980, 4 000 aujourd'hui avec des menaces sur l'emploi dans cette entreprise.

° C'est la BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT, qui consent des prêts bonifiés pour les grands équipements. Elle va intervenir sur le METRO de TOULOUSE, BAUDIS annonce qu'elle interviendra sur l'aménagement de la RN 20.

° C'est le FOND EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL, qui intervient pour corriger les disparités régionales, en matière de tourisme en MIDI-PYRENEES notamment.

La période récente a vu s'accroître considérablement l'intervention européenne dans les régions, c'est une véritable toile d'araignée qui enserrera étroitement l'économie régionale, les entreprises, les travailleurs.

BAUDIS et d'autres se félicitent de tels financements en claironnant que cela fera moins de fiscalité ici.

Mais les financements européens sont financés par les états membres. Ces moyens financiers de la C.E.E. ne sont pas des moyens supplémentaires nets, mais en définitive des fonds prélevés sur les richesses nationales et régionales et redistribués à un niveau supranational.

C'est aussi les P.I.M. (PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS), présentés comme une chance pour corriger dans les régions sud les conséquences de l'élargissement à 12 de la C.E.E.

Mais le Préfet de la Région MIDI-PYRENEES est obligé de reconnaître en parlant des P.I.M. " **que ce projet de la C.E.E. (...) concrétise un dérapage vers un programme de mise sous contrôle draconien de certaines productions, avec l'impossibilité de mettre en oeuvre un véritable programme hydraulique et de diversification de productions régionales**".

Au travers de la poudre aux yeux que sont les P.I.M. et autres financements européens, c'est l'EUROPE qui veut imposer à nos régions ce qui sera produit ou pas ici demain et sert d'amortisseur au travers des financements à la casse.

C'est au total, la mise en place de programmes régionaux conformes aux orientations de la C.E.E., c'est-à-dire du grand capital.

Un autre volet des politiques régionales européennes, c'est l'encouragement à la multiplication des technopoles.

Déjà mise en oeuvre sous Alex RAYMOND, amplifiée sous BAUDIS, on fait grand bruit autour de la technopole de LABEGE en banlieue toulousaine.

Ces technopoles sont conçues comme éléments d'un réseau européen de "centres d'excellence" mis au service de la rentabilité du Capital, sous couvert de renforcer les bases technologiques de l'industrie européenne.

La recherche y est conduite par des P.M.E., les grands groupes n'en supportent donc pas le poids et les utilisent en fonction des besoins du marché.

Un troisième volet est dans les régions, l'instauration de zones dérogatoires au plan de la réglementation économique, fiscale et régionale. Des projets existent ici autour d'une vaste zone de frêt. Ce sont ainsi, les C.C.I de MIDI-PYRENEES et d'AQUITAINE qui proposent une zone franche.

Un Grand Marché Unique pour 1992, suppose de davantage d'infrastructures. Il existe une intense activité pour instaurer à marche forcée, une politique européenne des transports et une politique correspondante d'infrastructure. On connaît le lien fixé trans-Manche, le T.G.V. Nord-Européen, mais pour notre Région, c'est le consensus quasi général pour renforcer l'axe Nord-Sud qu'est la RN.20, passant les Pyrénées par le projet du Tunnel de PUYMORENS, financé en partie par la population de la Région et de l'ARIEGE. Ce choix-là, confirme à lui seul que MIDI-PYRENEES, doit devenir une région de transit pour faciliter la circulation des flottes de camions espagnols et hollandais. C'est bien çà le fond de ce que l'on a appelé la bataille des routes en MIDI-PYRENEES.

Dans le même temps, ce sont les coups renforcés contre la SNCF, mais aussi le scandale du financement par la Région MIDI-PYRENEES, du déficit des lignes d'AIR-FRANCE, TOULOUSE-BARCELONE, TOULOUSE-FRANCFORT, TOULOUSE-BRUXELLES.

Au total, BAUDIS, serviteur zélé du Capital avec les C.C.I., relaie et amplifie la gestion de l'espace régional. L'implantation des infrastructures, les réseaux de transport et de télécommunications, sont conçus non pas comme un moyen de réponse aux besoins des population et de l'économie régionale, non pas comme un facteur de l'efficacité sociale et économique de MIDI-PYRENEES, mais comme un moyen de ~~destabiliser et de soumettre~~ l'économie régionale, en réponse aux besoins des grandes firmes multinationales.

Le projet du Grand Sud, l'ouverture d'une antenne de la Région à BARCELONE et à BRUXELLES, sont autant de facteurs d'aide à la recherche de marchés pour elles.

Les banques régionales ne sont pas de reste. la BANQUE POPULAIRE de TOULOUSE et de PERPIGNAN, après le CREDIT AGRICOLE, vient d'ouvrir une succursale à BARCELONNE.

On saisit là pleinement ce que déclarait GISCARD d'ESTAING en MARS dernier à CLERMONT-FERRAND: **"l'institution régionale est la plus porteuse d'avenir parce qu'elle s'inscrit naturellement dans le futur espace européen"**.

Accentuant encore cette orientation, le Rapport GUICHARD publié fin 1986, propose que l'aménagement du territoire français, soit intégré aux orientations européennes et soit conçu au niveau européen. Des régions devraient jouer la carte du désert autour d'une ou deux grandes métropoles régionales, l'avenir serait au tout tourisme pour en résumer quelques points essentiels.

C'est ce qui se dessine pour MIDI-PYRENEES, en précisant au passage, que la C.G.T. n'est pas contre le développement du tourisme au contraire, notre Région s'y prête parfaitement, mais pas du tout tourisme sur un champ de ruines industrielles, ou sur un désert, comme l'annonce la CHAMBRE D'AGRICULTURE de la HAUTE-GARONNE, avançant 430 000 HA de friches agricoles supplémentaires dans la Région, pour les 5 ans qui viennent.

Enfin la Région est le lieu privilégié pour la recherche du consensus sur ces choix européens de gestion de la crise, autour de la mise en place de la société éclatée.

Si l'on prend le temps de regarder les votes au Conseil Régional, au-delà des escarmouches à fleurets mouchetés, le consensus est massif sur les questions entre BAUDIS, le Groupe Socialiste, le M.R.G. voire le Front National. C'est simplement un constat.

.../...

Il en est de même au C.E.S.R. où seul le Groupe C.G.T. s'oppose et propose d'autres choix. Cela va jusqu'à la C.F.D.T. qui propose dans le débat sur les transports l'harmonisation du statut des cheminots français coulé dans un statut européen. Prolongement logique des accords intervenus entre l'Organisation Patronale Européenne et la C.E.S. sur des Conventions Collectives Européennes.

Plus largement ce consensus s'opère aussi dans une multitudes d'autres organismes contrôlés par les Chambres de Commerce, le Conseil Régional et l'Etat, par projet de régions interposées.

S'appuyant sur les difficultés régionales et les conséquences des choix de rentabilité financière, valorisant et adaptant au cadre régional le discours sur les gagners ("MIDI-PYRENEES, prépare l'avenir", "Bravo, AIR-BUS, Bravo TOULOUSE", "MIDI-PYRENEES, la frontière sauvage"), les partisans de la gestion de la crise tentent en permanence d'instaurer l'union sacrée autour des projets régionaux, et d'accentuer la dérive vers la supranationalité, présentée comme la seule solution possible à la crise.

Cette bataille idéologique va très loin sur le thème des gagners et de l'EUROPE. C'est le voilier MIDI-PYRENEES, mais c'est aussi le TOULOUSE FOOTBALL CLUB, présenté comme l'équipe européenne. C'est aussi TOULOUSE vraisemblablement candidate pour les Premiers Jeux Olympiques Européens. On pourrait multiplier les exemples.

En définitive, on constate que la Région, et la perversion de la décentralisation en est un des facteurs, est un lieu privilégié utilisé pour la mise en place de la société éclatée, le remodelage de tous les aspects de la société, afin de répondre aux exigences de la rentabilité du grand capital.

De telles orientations ne s'aménagent pas, elles se combattent.

*

Cela amène à une grande question pour toute la C.G.T.: comment faire?

Nous sentons tous parfois confusément qu'il ne faut pas laisser ce terrain à découvert, parce qu'il a des conséquences très concrètes dans la vie de tous les jours à l'entreprise.

La réponse à la satisfaction des revendications et des besoins et plus largement l'issue à la crise en FRANCE et en EUROPE, ne passe pas par la fuite en avant dans la supranationalité et la soumission toujours plus fortes, aux intérêts du grand capital, mais pour la mise en oeuvre dans chaque pays de solution de progrès économique et social, centrées sur le développement de l'emploi efficace et des productions utiles, répondant aux besoins des travailleurs et des économies nationales.

Ces enjeux européens peuvent paraître lointains. Des questions sont posées: "qu'est-ce que la lutte dans mon entreprise peut y faire?", "Cela dépasse la seule C.G.T. et la FRANCE".

Pourtant nous avons des points d'appui.

L'acharnement de la C.E.E. à mobiliser les régions au service de ce que nous venons d'apercevoir, à gaspiller et dévoyer les potentialités régionales,

montre à l'évidence, que malgré l'ampleur de la casse, rien d'irréversible n'est encore intervenu.

Notre pays, notre région, dispose de moyens, d'atouts matériels, humains et financiers qu'il est urgent de mobiliser pour d'autres choix que ceux du Capital et de l'intégration européenne.

Par exemple, la lutte des marins, pour une part des postiers, prouve qu'on peut résister aux choix impulsés et soutenus par la C.E.E., faire reculer les prétentions et obtenir des succès. Chaque lutte a donc bien une dimension nationale et une dimension internationale à la fois.

Même s'il est besoin de poursuivre et d'impulser très fort, la lutte des DASSAULT pour RAFALE, est pleinement là-dedans.

La supranationalité, présentée comme solution miracle aux problèmes du chômage et de développement régional, ne résiste pas à une confrontation avec la réalité, si nous mettons bien en relation avec le vécu concrèt des salariés à l'entreprise, et le vécu des populations dans la Région, les orientations européennes et leur conséquence.

La lutte pour produire français, pas de manière étroite, mais comme réponse aux besoins, la reconquête du marché intérieur percutent de plein fouet ses orientations néfastes.

Les camarades interviendront, je pense, mais la bataille qui concerne tout MIDI-PYRENEES, des camarades de l'Aéronautique, est au coeur de ces questions.

La défense de la SECU, ce que nous avons fait, la mobilisation nécessaire que nous avons à impulser pour la phase nationale des états-généraux le 12 NOVEMBRE, est bien une lutte forte contre la déréglementation.

On pourrait multiplier les exemples.

Cela doit aussi nous amener dans la Région, sur chaque lieu de travail, à faire percevoir comment se mettent en place concrètement les orientations néfastes de la C.E.E., pour aider à développer les luttes, nous avons des choses très concrètes à saisir. Par exemple, en lien avec le Groupe C.G.T. au C.E.S.R. et les CHEMINOTS sur la Région, un travail a déjà été fait dans ce sens, pour alimenter leur lutte contre le démantèlement de la S.N.C.F., à partir des choix de l'entreprise, de la politique de l'EUROPE, et de celle de la Région MIDI-PYRENEES.

Nous souhaitons le faire sur l'électronique dans les prochaines semaines. Oui, nous sommes riches de points d'appui, d'axes de luttes.

Le IER OCTOBRE a aidé aussi à mieux saisir cette cohérence régionale.

De même sur les coopérations et les filières. La DEPECHE DU MIDI, importe du papier espagnol, et l'on démantèle le secteur PATE A PAPIER dans le COUSERAN en ARIEGE. Il y a là des coopérations, des convergences de luttes à développer, pour l'intérêt mutuel des uns et des autres et pour l'emploi dans la Région.

Sans allonger, BAUDIS a clairement affirmé que l'appel d'offre du METRO de TOULOUSE, allait se faire à l'échelle européenne. Dans le même temps, on casse ALSTHOM à TARBES et les orientations de la C.E.E. y sont pour quelque chose. Il y a à amplifier ce que nous avons commencé à faire.

Il en va de même pour les coopérations internationales.

Mais pour véritablement coopérer dans le cadre d'un avantage mutuel, il faut d'abord avoir quelque chose à offrir, cela suppose une base productive nationale forte, cela suppose de défendre l'emploi ici et de le développer, cela suppose produire ici, ce que l'on y invente.

Juste un point de repère. Les coopérations de la C.E.E., de la FRANCE, sont plus que restrictives avec les pays socialistes.

Pourtant l'U.R.S.S. est demandeuse de 1 000 avions ATR.42 et ATR.72. On voit ce que cela pourrait faire.

Partant de l'entreprise, des besoins des populations de la Région, nous avons un champ large d'intervention pour inverser ces choix, imposer d'autres orientations. Il n'est pas vrai qu'il n'y aurait rien à faire. La discussion d'aujourd'hui va l'enrichir.

*

Des luttes fortes, cela nous renvoie à notre outil, à la C.G.T.

Dans à peine 5 semaines, auront lieu les ELECTION PRUD'HOMALES.

Chacun l'a compris, l'enjeu dépasse, même si cela est très important, la seule élection des Conseillers Prud'hommes. L'enjeu, il est le poids que le syndicalisme de classe va peser dans ce pays et je crois, que ce rapport en éclaire grandement la dimension, pour l'immédiat mais aussi pour l'avenir. Et cette bataille s'inscrit aussi dans celle que nous menons contre l'EUROPE du Capital.

Il n'est pas possible dans une journée comme aujourd'hui dans faire l'impasse. S'opposer aux choix supranationaux, imposer une autre logique, cela dépend du rapport des forces, cela dépend aussi dans le Mouvement Syndical, du poids du syndicat de classe, de la bataille contre les forces réformistes.

Nous n'avons pas trop de temps, pour accélérer, voire mettre en oeuvre, les collectifs électoraux et l'ensemble de notre corps militant, pour gagner entreprise par entreprise, salarié par salarié, au vote C.G.T., au renforcement de la C.G.T.

L'étendue, l'ampleur du parrainage, vont être quoiqu'on en dise, facteurs du résultat final, en voyant bien ce qui se passe, les magouilles pour les inscriptions, une baisse d'inscrits, dans tous les secteurs, particulièrement l'INDUSTRIE, sauf une progression dans l'ENCADREMENT. Les mutations intervenues depuis 5 ans, le poids plus important du tertiaire de l'encadrement, nous imposent à gérer intelligemment le parrainage, à couvrir tous les secteurs.

Notre journée d'aujourd'hui ne se tient pas hors du temps, nous avons beaucoup à faire, beaucoup de temps et de travail à donner dans les semaines qui viennent, pour développer les luttes sur tous les fronts, salaires, libertés, SECU, emploi, pour faire tout ce que nous avons à faire sur les PRUD'HOMMES.

Chacun est responsable pour la part qui lui revient. Mais quand on voit le fond des enjeux et les possibilités qui existent, tout nous conforte à redoubler nos efforts.

DISCUSSION

(extraits)

LACOMBE Jean-Claude. U.D 31. cheminots.

En SEPTEMBRE 1986, le Ministre des Transports, DOUFFIAGUES, rendait public un rapport d'orientation sur le système de transport, élaboré par SALMON-LEGAGNEUR, (Président du Conseil National des Transports).

Ce rapport SALMON-LEGAGNEUR, est un condensé des idées libérales sur la réglementation des Transports.

La concurrence, devient la règle "naturelle".

Tout doit se plier aux diktats capitalistes: emploi, salaire, Service Public etc...

La concurrence internationale, dans la perspective de 1992, devient la clé de voûte stratégique, à laquelle toutes les entreprises doivent adhérer.

Les Services Publics sont les premiers visés: SALMON-LEGAGNEUR, préconise une remise en ordre et une clarification des orientations pour l'avenir.

Un exemple pour montrer que 1992 est déjà là: le T.G.V. ATLANTIQUE arrivera jusqu'à TOULOUSE, et ce, au détriment des dessertes régionales. De véritables déserts ferroviaires se profilent sur MIDI-PYRENEES. Le T.G.V., c'est pour la S.N.C.F., rentabilité financière contre Service Public.

Le trafic marchandises: tout a été mis en place pour casser le trafic diffus. Ce qui se traduit sur MIDI-PYRENEES par fermeture de lignes, de gares et suppression d'emplois.

Dans le contexte européen, la S.N.C.F. a adapté sa stratégie, au travers de la déréglementation:

°c'est l'accélération du Contrat de Plan, que seule C.G.T. a combattu,

°c'est la réactivation de l'accord cadre-réorganisation(mobilité du personnel),

°c'est l'hymne aux "gagneurs" (cher à TAPIE). Tout au mérite,

°c'est la mise en place d'un réseau noyau,

°c'est la remise en cause de la protection sociale des Cheminots,

°c'est la casse des statuts et la mise en route de la privatisation.

DUCHENE Jean. UD.31. cheminots.

.....
Tous les réseaux ferroviaires européens seraient, de fait, tirés vers le bas, au profit d'une sorte de "réseau minimum européen garanti" vers l'objectif: réseau noyau, remise en cause du Statut.

Pour un réseau de transport efficace, n'y-a-t-il pas lieu de partir des besoins de notre Région? Quels transports, pour quelle économie!

Cela n'ira pas sans luttes. Celles des Cheminots, des usagers, mettre en place de nouvelles structures plus démocratiques et décentralisées.

Faire de la Région S.N.C.F., un véritable niveau de gestion et de décision avec comme axe de base: Toute activité économique qui bénéficie des transports publics, doit participer à son financement(centres commerciaux, assurances etc...).

ROIGT Claude. U.D.31. Edf-Nord (U.L.Toulouse Nord).

REPERCUSSIONS LOCALES DE LA CRISE NATIONALE DANS L'INTEGRATION EUROPEENNE.

.....
Axe routier RN 20 amélioré par la FEDER, grosse concentration de dépôt de stock et du transport routier, en concurrence avec la casse du triage SNCF ST JORY le plus moderne d'EUROPE, utilisé à 50% et moins de sa capacité technique.

SUR L'AGRO-ALIMENTAIRE. ULPAC, GROUPE YOPLAIT.

.....
D'octobre 86 à 87, 90 personnes en moins = 12,5% baisse effectif par rapport à la rentabilité financière.
Implantation d'une usine moderne à BARCELONNE....

A.Z.F. ANCIEN GESA ET TOULOUSE. licenciements massifs.

Sur les coopérations inter-entreprises, améliorer nos efforts et luttés pour l'emploi sur le produire français et acheter.

ex-GESA AZF FENOUILLET, produire 130 000 tonnes COOP DE BAZIEGE
Utilisation de 110 000 T. La COOP n'est pas client de A.Z.F., mais favorise l'importation des engrais en FRANCE.

Il existe un syndicat C.G.T. dans les deux entreprises. Il y a de quoi avoir une réflexion pour coordonner notre démarche.

.....

DUTHU Germaine. U.D.31. T.H.C.

.....

Beaucoup de publicité pour notre Industrie du côté patronal, articles sur les journaux locaux, Salon Technomode, défilé de mannequins, bref, une industrie de pointe disent-ils?

La réalité :

30 000 salariés dans plus de 400 entreprises en MIDI-PYRENEES, dont 90% sont des P.M.E. de moins de 100 salariés.

Des importations de vêtements entre 20 et 60%. Licenciements et embauches sous contrat.

Que va devenir le savoir faire de nos industries, s'ils ne restent plus de salariés?

.....

MOTTET Philippe. U.D. 12.

.....La position de la C.G.T. évoquée dans ces divers documents (et d'autres!), n'est en fait que la continuité des positions du Bureau Confédéral, évoquées le 9 JANVIER 1957.....

.....Il me semble que l'EUROPE, n'est donc pas seulement une décision du Capital, même si celui-ci veut en profiter au maximum, ce qui est conforme à sa nature.....

.....Je crains donc que les positions de notre organisation, aussi justes soient-elles, en ce qui concerne l'aspect économique, ne figent les choses et par là-même risquent de bloquer les luttes par une vue statique de la situation réelle. En fait, j'ai l'impression que d'être opposé à l'EUROPE, ne l'empêchera pas de se faire et que malheureusement la C.G.T. défend des réalités dépassées du type "produisons français" ou "vivre et travailler au pays".

.....En fait, le refus de la réalité européenne, risque de mener au chauvinisme voir à une certaine xénophobie.....

.....Je ne pense pas que cette attitude existe dans la C.G.T.....

BLANC Gilbert. U.D.31. Aérospatiale.

.....

SITUATION A L'AEROSPATIALE.

Notre carnet de commandes est rempli: 1 098 AIR-BUS commandés fermes + options. 229 ATR.42 et 72 fermes + options.
Besoins conséquents d'ici l'an 2004: AIRBUS Industrie prévoit de placer 2300 avions.

L'aérospatiale et l'aéronautique, seraient-elles donc épargnées par la crise?

Bien sûr que non:

- ° effectifs nationaux de l'AEROSPATIALE en baisse.
- ° baisse du pouvoir d'achat de 12 % depuis 1982, nous avons produit 60 avions en 86, 250 en 95, "sans un seul emploi supplémentaire", nous disent les directions. Que se passe-t-il donc?
- ° continué des rôles de concepteurs et de vendeurs,
- ° sous-traitance,
- ° départ de productions et études à l'étranger,
- ° pressions américaines sur l'industrie aéronautique, à l'intérieur du GATT.
- ° saturation des capacités de production de AIR-BUS A.320. Ceci amenant AIR-BUS INDUSTRIE à refuser des commandes.
- ° refus proposition C.G.T. de la deuxième chaîne A.320 à TOULOUSE, pendant ce temps, des négociations sont en cours avec M.D.DOUGLAS en vue de l'implantation d'une 2ème chaîne A.320 à LONG BEACH aux U.S.A. (sur une version allongée dit-on!).
Le prétexte d'éviter la "guerre commerciale avec les U.S.A.", ne tient pas.

1) elle a toujours existé: AIR-BUS a démarré de zéro, face à l'hégémonie américaine, pour se tailler la place de deuxième constructeur mondial.

2) le fond, c'est que chaque vente d'AIR-BUS heurte l'économie US de plein fouet: le secteur aéronautique US, est le premier exportateur net.

D'où pression et soumission états européens et français.

NOS PROPOSITIONS:

- ° création deuxième chaîne A.320 à l'AEROSPATIALE TOULOUSE.
- ° 2 000 embauches à l'AEROSPATIALE TOULOUSE,
- ° 10 000 embauches au total en MIDI-PYRENEES.

Produire 4 fois plus d'avions en 4 ans, demande des moyens industriels et humains.

Si nous ne luttons pas, si nous laissons faire le Capital, les milliers d'emplois générés par l'industrie aéronautique, en développement, se feraient AILLEURS, A L'ETRANGER, et principalement aux U.S.A.

Nous avons les moyens de nos propositions et dans l'action, d'imposer cela!!

DEMONS Charles. Secteur Economique C.G.T.

Partir de l'idée, que l'EUROPE est dans la crise, amène à considérer un aspect essentiel de la construction capitaliste européenne aujourd'hui: celui du renforcement et de l'élargissement de l'exploitation de la force de travail.

Dans la situation actuelle de notre pays, il s'agit, de ce point de vue, de renforcer la concurrence entre les travailleurs, pour les soumettre de façon plus étroite aux intérêts du capital. Le chômage, la flexibilité, l'éclatement des statuts sociaux, en sont l'expression quotidienne la plus concrète.

Mais, pour renforcer cette orientation et l'élargir, il s'agit aujourd'hui de mettre en concurrence les travailleurs des différents pays européens, permettant ainsi de contourner ou dépasser les obstacles que lèvent les luttes des salariés sur ce terrain.

Déréglementation des services publics et déréglementation sociale qui l'accompagne, désenclavement des régions, sont autant de moyens engagés pour faire avancer cette stratégie en servant la construction européenne.

Diminuer les coûts du travail par rapport à la R.F.A., apporter la concurrence des travailleurs espagnols et portugais, sont autant d'arguments mis en avant, pour organiser la régression sociale dans notre pays.

Il y a une conséquence essentielle à cette analyse: se battre en FRANCE, sur les revendications, les salaires, les status, les garanties collectives, la sécu, défendre les intérêts des salariés et proposer des solutions, pour répondre à leurs besoins et aspirations, c'est mener un combat frontal contre l'EUROPE capitaliste, même si ces luttes ne se présentent pas comme telles.

Cette orientation de fond doit déterminer toute notre activité syndicale, qui ne saurait être renversée pour faire de la lutte contre l'EUROPE, en soi, un objectif extérieur aux luttes revendicatives.

Ce sont celles-ci qui restent au centre de nos préoccupations, mais elles doivent, ce faisant, y insérer les questions européennes, pour faire monter la conscience des choix réels, qui se profilent derrière les objectifs de l'achèvement du marché intérieur européen.

ROUALDES Paul. UD:LOT.centre d'études gramat.

L'EUROPE ET LA POLITIQUE D'ARMEMENTS.

.....

La standardisation des matériels militaires supprime toute maîtrise non seulement dans le domaine de la fabrication, mais aussi au niveau du fonctionnement de notre système de Défense Nationale.

Or, notre Gouvernement a fait adopter à l'Assemblée Nationale, à une très large majorité, (sauf le Groupe Communiste), une loi de programmation militaire avec un budget de près de 500 milliards de francs. Dans le même temps, c'est la casse des arsenaux qui est menée vers une privatisation, ce sont des options dangereuses pour la Paix Internationale qui sont prises: bombe à neutrons, I.D.S. à l'Européenne, dans le cadre d'EUREKA et HERMES.

Les travailleurs de nos arsenaux doivent développer les luttes nécessaires pour défendre leur statut, l'arrêt de la sous-traitance, pour préserver la maîtrise et l'indépendance de l'Etat dans tous les secteurs de la Défense Nationale.

Agir contre l'Acte Unique Européen avec son contenu et ses objectifs en matière de Défense, c'est agir pour la Paix, le désarmement et dans le même mouvement pour le progrès et la justice sociale, pour la satisfaction des besoins sociaux tels que la santé, l'école ou la protection sociale.

BLANCO Robert.U.D.31. Secrétaire Général.

Plus la crise capitaliste au plan national et international s'aggrave, plus le capital et les forces réformistes indiquent qu'il faudrait plus d'EUROPE.

Alors l'EUROPE est un élément structurant de la crise du capitalisme et de la pénétration des Etats-Unis, dans les économies des pays d'EUROPE.

L'Acte Unique Européen, est une étape qualitativement nouvelle, favorisant l'emprise sur les pays d'Europe, des sociétés multinationales américaines, japonaises et de R.F.A. Il accentuera la dépendance envers les U.S.A. Cette Europe du capital va à l'encontre de la détente et du désarmement et vise à mettre et à accentuer la concurrence des classes ouvrières à l'échelon européen, pour développer l'exploitation capitaliste. Il s'agit aussi de contre carrer le développement des luttes, et l'évolution des consciences dans un sens de classe.

L'évolution des formes des états, des structures internationales, ne constitue pas un phénomène neutre en dehors des rapports de force entre salariés et capital et des réalités sociales et économiques.

Les gouvernements successifs de la FRANCE, prenant une part active au processus d'intégration européenne.

Nous avons des propositions pour l'action :

° pour coopérer, il faut exister économiquement et industriellement, la croissance pour tous, passe par le développement des potentialités nationales. Un tryptique s'impose: indépendance, souveraineté nationale, coopération.

Au plan syndical, nous sommes pour des rapprochements sur des bases d'actions, à partir des intérêts des salariés.

Nous devons donner toute leur dimension européenne, aux luttes concrètes, confrontées aux stratégies du capital.

La détente, avec les perspectives de désarmement, peut contribuer positivement aux rapprochements syndicaux et à l'essor des luttes.

Comme au plan des structures étatiques nous sommes contre toute conception supra-nationale du syndicalisme, ce qui est la démarche des forces réformistes au travers de la C.E.S.

COMBEBIAC Jean-Pierre. Comité Régional FILPAC-CGT.midi-pyrénées.
languedoc-roussillon.

.....

C'est thème par thème, que le patronat fait passer ses messages: qualification professionnelle: mise en place de CAP Européen ou diplôme européen pour la correspondance des qualifications.

Comment cela se traduit: PAPETERIES JOB, LA CROIX, démantelées. L'IMPRIMERIE CHABRILLAC TOULOUSE, rachetée par le CREDIT AGRICOLE de l'AVEYRON et du TARN, pour s'insérer dans l'EUROPE. L'IMPRIMERIE TARDI QUERCY à CAHORS, à la recherche d'un "partenaire" étranger, pour que l'imprimé produit de culture s'uniformise pour le plus grand bien de l'apologie capitaliste. C'est le journal régional LA DEPECHE qui veut driver toute la communication de la région, radio, télé etc... en se désintéressant d'imprimeries de groupe, afin de faire passer une seule voix pour le consensus de la crise fatale. La CELLULOSE de ST-GAUDENS dont la modernisation n'est porteuse d'aucun développement de l'emploi.

La filière bois dont notre région est forte sur cette matière première est actuellement envoyée pour être traitée hors des Pyrénées, alors qu'il y a 20 ans, elle a été subventionnée par l'Etat. On comprend mieux la bataille d'un réseau routier adapté pour uniquement faire transiter les produits.

.....

RUMEAU Guy. U.D.09. C 3F

.....

La C.G.T. n'entend pas enfermer le pays dans des problèmes opaques: Elle propose au contraire une coopération internationale et européenne.

Mais pour coopérer il faut avoir chez soi de quoi répondre "présents" et au top niveau.

L'EUROPE et l'entreprise se sont deux choses souvent très proches.

En ARIEGE, on veut continuer à produire de l'ALU à TARASCON, du TEXTILE à LAVELANET, du papier à ST GIRONS et de l'AERONAUTIQUE à PAMIEERS.

.....

VILLENEUVE Jean-Paul. UD.31. Secteurs Financiers.

.....

Les banques en désintéressant de l'investissement productif en FRANCE, en refusant de soutenir des entreprises, que ce soit régionalement ou nationalement, participent et accélèrent la casse industrielle, la destruction de l'emploi. Elles participent à la désertification des régions. En cela d'ailleurs, elles se fragilisent, elles réduisent leur base de collecte, car plus de chômage, c'est moins de pouvoir d'achat, c'est moins de dépôts. Les banques sont devenues des banques d'affaires.

L'objectif de privatiser tous le système bancaire, de fusionner les banques régionales, en détruisant l'emploi et les garanties collectives.

L'Acte Unique Européen, n'apportera pas de solutions, au contraire il va l'aggraver, en augmentant la spéculation européenne, le transfert de capitaux, l'abandon de notre production.

Notre travail est de convaincre les salariés, pour de véritables nationalisations. Arrêtons le processus des privatisations. La C.G.T. s'y emploiera.

FONT Alain. U.D.31. P.T.T.

.....

L'objectif qui guide les orientations du gouvernement et du Ministre des P.T.T. est bien l'Acte Unique Européen.

C'est bien liquider un service public moderne et performant et sortir le personnel du statut de la Fonction Publique, auxquels ils s'emploient.

Les prétextes invoqués par LONGUET, sont :

- contraintes internationales,
- recherche de plus d'autonomie,
- évolution des techniques...

PRIVATISATION POUR FAIRE FACE A LA CONCURRENCE?

.....

I.B.M., A.T.T. et I.T.T., n'attendent que la privatisation des P.T.T., pour s'approprier le marché français.....

PRIVATISATION POUR PLUS D'AUTONOMIE?

..... Les transferts du budget P.T.T. vers le budget général, sont utilisés pour justifier la privatisation. L'introduction de la T.V.A. est d'ailleurs significative, elle profite aux grosses entreprises, sur le dos des usagers.

PRIVATISER POUR PRENDRE DES NOUVEAUX MARCHES?

.....

Ce sont ces enjeux qui ont amené la C.G.T. à conduire l'action du personnel dès le 25 AOUT, pour qu'enfin le 20 OCTOBRE, le Ministre avoue qu'il a été battu et il faut bien apprécier comme positif, le recul infligé à LONGUET et au gouvernement.

LASPRESES Claude. U.D. 65. P.T.T.

Veiller à ne pas accréditer l'idée de fatalité avec l'argumentation sur l'EUROPE, ce qui conduirait à "négocier" le meilleur plan social.

.....

- | | |
|--|---------------------------|
| °Loi de privatisation des PTT, |) |
| °L'introduction de la TVA aux TELECOM'S conformément |) |
| aux directives européennes de 1954. |) ont pour objectif de |
| °Ce qui se passe à la Bourse, |) faire payer la note aux |
| °Le rapport des "Sages" sur la SECU | salariés. |

Bien montrer que si ce n'est pas un engrenage fatal, c'est tout de même un engrenage.

Nous sommes parvenus à faire comprendre que malgré l'idée de fatalité qui persiste, il est nécessaire de se battre.

PROJET LONGUET.

Une grande victoire a été remportée, elle dépasse le cadre de la profession.

Rien n'est joué de façon définitive, rien ne sera jamais joué de façon définitive. La question décisive pour utiliser ce qu'on a fait bouger, est le placement des FNI, les adhésions à la C.G.T. et la vie de nos syndicats.

DUPONT Robert. U.D. 09. Alu-Péchiney Sabat.

POUR PECHINEY.

Consommation française 600 KT. Production actuelle 320KT. 230 KT en 1992.

Conséquences: Déficit balance commerciale, chômage et ses conséquences, perte de savoir faire, mort de vallées.

POLITIQUE PECHINEY

(main-d'œuvre exploitée.

- ° S'implanter aux pays en voie de développement: (pillage des recherches
- ° S'implanter en ASIE: marchés en croissance et main-d'œuvre sous payée.
- ° S'implanter aux U.S.A.: soutien au capitalisme U.S..
Soutenir le dollar.

Produire dans la Région, pourquoi?

Savoir-Faire - Aluminium (PECHINEY). Forgeage (C3F). Laminage (CEGEDUR). Aéronautique - RAFALE . A.320.

Dans un même temps, la recherche française est exploitée par PECHINEY en "joint venture" avec les U.S.A. et le JAPON (alliages à haute valeur ajoutée-aimants).

En ce qui concerne l'EUROPE.

PECHINEY s'efforce de niveler vers le bas les avantages acquis, au niveau des camarades PECHINEY, d'HYDRO NETRO à MONZON (Espagne).

LOUBET Roger. U.D. 31 - C.E.S.R.

Le rapport introductif a consacré un développement au thème de la Région, utilisée comme point d'appui de l'intégration européenne.

La récente intervention du P.I.M. (Programme Intégré Méditerranéen), illustre à la fois cette volonté d'encadrement européen des Régions et les techniques qui seront retenues.

Conçu au départ pour compenser (en partie) les effets pervers de l'élargissement de l'EUROPE, le P.I.M. est devenu en définitive un instrument pour peser sur les structures régionales, "obtenir les ajustements socio-économiques les plus importants, promouvoir les activités les plus prometteuses, attaquer certains points clés du développement régional...".

Si bien que le canevas général du P.I.M., recouvre, à peu de choses près, l'ensemble de la politique régionale:

°régression générale de l'agriculture (d'ici 1992, le nombre d'exploitations passera de 104 000 à 76 000), dans toutes les "zones internes" à production sensible et dans les zones de montagne, toute activité relèvera de l'encadrement de BRUXELLES. Par exemple, il sera interdit d'irriguer.

°pour l'industrie, les maigres "aides" sont réservées aux P.M.E. à l'innovation à l'assistance aux filières de pointe, à l'agro-alimentaire et au bois. Le reste est ignoré.

°le tourisme est plus que jamais la priorité régionale, mais il doit être plus exploité et réorienté.

Jusqu'à présent, l'accession aux Fonds Européens (FEDER, FEOGA, FONDS SOCIAL EUROPEEN), devait répondre à des conditions limitées à des actions individualisées, des activités ou des zones entières. De spécifique, la tutelle tend vers le général.

Et ce qui est aujourd'hui appliqué aux seules régions éligibles au P.I.M., sud de la France, est le prototype de ce qui est envisagé pour demain, dans tout le pays. Le bulletin du Bureau de presse et d'information de la C.E.E. pour la FRANCE (octobre 1986) le précise clairement: "... Il s'agit de systématiser la méthode des P.I.M. en coordonnant mieux l'ensemble des interventions... à partir de critères définis sur le plan communautaire et non plus de priorités nationales..."

Et pour être assuré de l'application des directives données, un comité de suivi, sorte de 3ème niveau d'administration (après le Préfet et l'exécutif régional), sera installé avec des pouvoirs, des méthodes et des services propres.

Le deuxième volet de l'opération consiste à faire payer aux régions cette tutelle accentuée qu'on leur prépare.

Il a été fait grand bruit voici un an sur l'importance de la manne qui allait échoir à ce titre à notre région.

La réalité est plus modeste lorsqu'on défalque les prêts qu'il faudra bien rembourser et les crédits que la région aurait pu recevoir de toute manière par le biais des fonds existants: 139 millions de francs pour 3 ans.

Encore faut-il préciser :

-qu'il ne s'agit que d'un retour de crédits versés par les divers états, donc par nous-mêmes.

-que chaque dotation doit avoir pour contre partie des versements équivalents, soit des états, soit des collectivités locales. En fait, celles-ci verseront l'essentiel.

Sous l'apparence d'une libéralité européenne, le P.I.M. revient donc à imposer aux régions une politique décidée à BRUXELLES et à leur en laisser, d'une manière ou l'autre, la charge.

Il faut faire échec à ces prétentions supranationales.

L'affectation de fonds européens doit être faite sur des actions décidées par la région.

Le manque de moyens financiers ne doit pas conduire à accepter de fait la tutelle de BRUXELLES.

Les régions doivent avoir leurs ressources propres par:

- la compensation honnête par l'Etat des charges qu'il leur transfère.
- une fiscalité spécifique fondée sur une taxe professionnelle rénovée et atténuant pour le moins les injustes taxes actuelles.
- un dispositif de solidarité interrégionale alimenté par un nouvel impôt sur les grandes fortunes.

conclusions de G.ALEZARD, secrétaire confédéral.

(extraits)

L'EUROPE est un élément de la lutte syndicale à l'entreprise. Intégrer cette question, c'est aussi donner à l'action syndicale toute sa dimension...

... mieux prendre en compte cette question, ce n'est pas une question de mode ou pour faire des contre-propositions, mais pour amener le maximum d'efficacité à nos luttes revendicatives...

... Nous avons des atouts: les analyses successives de la C.G.T., et surtout l'expérience accumulée du bilan depuis 30 ans..

... des atouts, mais aussi urgence: les choix européens sont présents partout...

... la C.G.T. a besoin de donner une opinion, car cette stratégie trouve des concrétisations sur le terrain. L'EUROPE de 92 devient une référence permanente, c'est l'alibi de reculs sociaux, l'alibi des mesures gouvernementales. C'est présenté comme un mirage, après tous les échecs comme la sortie du tunnel... D'autre part, l'EUROPE est affirmée comme un lieu de résistance par rapport aux Etats-Unis.

Au nom de ça, il faudrait maintenir le cap pris depuis plusieurs années, c'est de plus en plus le remodelage de la société. La tempête boursière en est un des reflêts...

... Nous ne pouvons laisser tout cela sans réponse. Il nous faut voir à la fois les aspects globaux et les mesures concrètes de la politique européenne. Eviter donc un discours global, mais bien partir du vécu...

... La description des phénomènes risque d'entraîner vu leur ampleur, découragement ou renoncement, si nous ne la ramenons pas aux luttes. La seule description non accompagnée des causes et avançant d'autres choix, ça ne peut pas marcher. Nous avons besoin de bâtir la lutte dans les entreprises et les régions là où s'exprime cette logique...

... De même, nous ne pouvons pas accrédi-ter l'idée que tout relève des institutions européennes. Le gouvernement et le patronat français, jouent leur propre rôle. Ils agissent, décident, devancent comme par exemple, avec le Rapport GUICHARD...

... Cela nous renvoie donc bien et toujours à la lutte sur les revendications...

... Nous avons donc tout un champ revendicatif large, et toute lutte revendicative constitue une riposte à la mise en place de cette EUROPE.

Sur les transports, par exemple: notre intervention se situe sur toute la chaîne. Quels transports pour le développement du pays et coopérer et non pas qu'est-ce qu'il faut rayer dans le réseau des transports...

... La construction européenne est une nécessité pour le Capital en crise. Il utilise l'EUROPE, pour tenter de trouver cette réponse...

... Ce n'est pas une course sans obstacle. Rien n'est réglé, ce n'est pas simple, pas sans contradiction, parce que justement il y a le mouvement social.

Le thème de l'EUROPE n'est pas passé en FRANCE comme il est passé ailleurs. Il s'agit-là de contradictions porteuses de nouveaux chemins de lutte.

Parmi les contradictions, il y a contradiction entre état. S'il y a identité de vue, pour faire payer les travailleurs entre eux, qui va tirer

.../...

les marrons du feu?. Il y a les U.S.A. et le JAPON d'une part, et en EUROPE, il y a des divergences entre la FRANCE, la R.F.A., la GRANDE-BRETAGNE...

... Nous avons des éléments potentiels comme le bilan de 30 années de C.E.E. Les propagandistes de l'EUROPE sont plus que taisants sur le bilan. Les résultats par rapport aux promesses faites, c'est la preuve par l'échec, que nous avons raison. Il convient de s'en servir en fonction des retombées chez soi...

... Il y a de très graves dangers, mais rien n'est fatal, tout n'est pas déjà fait, mais ils entendent aller plus vite en recherchant un large consensus...

... Les coopérations. Il nous faut être plus offensifs. Le bilan de l'EUROPE démontre la nocivité des fausses coopérations sur le dos des économies et du pouvoir d'achat, de l'emploi et de la baisse du potentiel industriel, comme le charbon...

... L'Acte Unique Européen. Là sont regoupés des éléments très lourds de menaces, comme la défense européenne intégrée, la militarisation, la libération des capitaux l'ouverture des marchés publics...

... Qu'il s'agisse d'intégration de marchés ou de firmes, cela engendre des retombées précises sur les entreprises...

... Sur le domaine social, comment prendre en compte? C'est maintenant une démarche qui s'exprime dans tous les secteurs. Les attaques contre le droit de grève, c'est aussi au nom de l'harmonisation européenne...

... Sur les coopérations. La position de la C.G.T. est présentée comme un repli sur soi C'est idiot. La coopération avec d'autres pays, cela demande des avantages réciproques. Cela implique une base nationale, une production nationale, un marché intérieur. Sinon c'est la subordination, l'hégémonie d'une partie sur l'autre. Les coopérations vont devenir difficiles par exemple sur le TEXTILE ou la SIDERURGIE, et si on continue sur l'ensemble du terrain industriel.

De bonnes coopérations, cela demande une première condition: développer l'emploi et les activités en FRANCE et pas par chauvinisme. Produire en FRANCE plus et du nouveau, comme réponse aux besoins des français...

... Il n'est pas possible d'avoir d'identité européenne, s'il n'y a pas identité des nations. Donc, des coopérations à conduire dans la lutte, sur l'emploi en FRANCE, combattre les excès d'importations... Favoriser les coopérations avec les pays en voie de développement et les pays socialistes...

... On ne peut pas là-dessus avoir un discours global. Tout nous renvoie bien à l'entreprise. Le pouvoir d'achat, l'emploi, les financements, le produire français, ne peut se poser qu'en terme de lutte...

... Sur les financements, le pouvoir d'achat, nous devons être plus offensifs. Ce qui a été perdu depuis le jeudi noir, c'est 10 fois le déficit de la SECURITE SOCIALE. Ça aussi, ça a une réalité à l'entreprise...

... Cela pose aussi la question de comment utiliser l'argent? Comment financer les productions, les emplois, à partir de nos revendications. C'est difficile, mais nécessaire et indispensable...

... On peut faire beaucoup. Nous avons pas mal d'indications sur le chemin parcouru, sur le développement des luttes. Besoin de montrer les résultats comme aux P.T.T. avec la mise en échec du projet LONGUET...

... Les attaques sur les libertés sont liées à la montée des luttes. Oui, c'est dur, mais la tendance, c'est plus de lutter. Est-ce encore suffisant. Non...

... Le 26 OCTOBRE, SOLIDARITE BILLAN COURT. On n'a jamais fait ça sur les libertés. Mais attention pas fini...